

Amina

ou

La confusion des sentiments



Film documentaire de Laurette Mokrani
Présenté dans le cadre d'Averroès junior 2007

Dossier pédagogique conçu et préparé par
Jeanne Biscioni-Baumberger

« Ce film raconte l'histoire d'une famille qu'un cataclysme a fait basculer d'un avant à un après, d'une vie à une autre, d'un pays à un autre »

« L'exil reste une déchirure avec laquelle il faut apprendre à vivre, et le plus tôt, ou le plus court, reste le mieux. »

« En ces périodes riches d'événements et de débats sur la question de l'exil et de l'intégration, il importe d'apporter un éclairage pertinent, non pas tant sur l'immigration en tant que telle, mais plutôt sur la manière dont la société française se pense au travers de son immigration. »

Laurette Mokrani

Sommaire

1. Trois phrases-clé de Laurette Mokrani
2. Sommaire
3. Avant-propos
4. Résumé du film
5. Gros plan sur Laurette Mokrani
6. Note d'intention de la réalisatrice
7. Propos complémentaires
8. La rencontre L. Mokrani / Amina
9. Gros plan sur Amina
10. Quelques pistes de réflexion
11. La guerre civile en Algérie
12. Les assassinats d'intellectuels
13. Documents

document n°1 : Entretien avec J. Berque, professeur au Collège de France en juin 1993

document n°2 : Entretien avec Rachid Mimouni, écrivain, en février 1994

document n°3 : reportage de Jean-Paul Mari, octobre 1995

document n°4 : la vie quotidienne en Algérie par Salima Ghezali, journaliste, janvier 1998

Avant-propos

Depuis sa création, Averroès junior se propose d'apporter aux collégiens et aux lycéens quelques clés pour réfléchir sur les questions cruciales qui se posent au monde méditerranéen.

L'une d'entre elles, dont ils perçoivent les échos et les effets jusque dans leur quotidien, concerne l'immigration des populations de la rive sud vers la rive nord.

Par rapport à ce phénomène social, la France développe depuis trente ans un discours schizophrène.

Dans leurs rapports et leurs travaux, les experts économistes et démographes ne cessent de dire que l'immigration est indispensable à la France et à l'Europe si elles veulent conserver leur (confortable) place dans le monde. Les responsables des principaux secteurs de l'économie en sont, semble-t-il, conscients...mais se gardent bien de l'avouer ! Car l'immigration est obstinément perçue par la société française non pas comme une nécessité (économique), mais comme un problème (social). Qui serait facteur de difficultés et de dysfonctionnements et dont la crise des banlieues serait le symbole !

Face à ce discours, et à de fréquentes attitudes de rejet, les immigrés et leurs enfants ont eux-mêmes développé une attitude parfois schizophrène, entre désir d'intégration et repli communautaire.

Ajoutons que le contexte politique international, sur lequel les adolescents ont des connaissances très partielles, et parfois assez vagues, ne fait que brouiller davantage les cartes.

Cette question qui se pose à la société française, et en premier lieu aux immigrés eux-mêmes et à leurs enfants, comment l'aborder avec les jeunes élèves, de surcroît dans des classes où certains sont issus de l'immigration et d'autres pas ?

Il nous a semblé qu'un documentaire comme « *Amina ou la confusion des sentiments* » pouvait, par sa richesse et sa pertinence, nourrir une réflexion sur un sujet aussi complexe. Qu'il pouvait le faire en bousculant les lieux communs et les idées toutes faites. En sortant des oppositions binaires et des schémas simplificateurs. Et en touchant profondément au cœur.

En résumé, nous avons choisi ce film à la fois pour sa résonance humaine et pour les multiples pistes de réflexion qu'il ouvre.

Résumé

Amina, une adolescente algérienne de 15 ans, est arrivée en France huit ans plus tôt, avec ses parents. De son enfance brutalement interrompue par la violence et le terrorisme, elle n'a plus que des souvenirs douloureux.

Ici, sa vie prend un tour peu banal ; Pas seulement parce qu'elle suit une brillante scolarité, mais parce qu'elle décroche deux rôles importants à la Comédie Française...

Amina accomplit tout cela en gardant au fond d'elle-même les paysages abandonnés depuis si longtemps. En sachant qu'un jour, il faudra choisir. Choisir sans se renier.

Tel est l'enjeu qui est au cœur de son retour de quelques semaines, cet été-là, en Algérie.

Fiche Technique

Réalisation : Laurette Mokrani

Montage : Benoit Humbert

Image : Richard Prost, Akli Metref, Philippe Chesneau, Mourad Cheferi

Son : Richard Prost, Mustapha Hendel, Jean-Christophe Girard, Guillaume Chevalier

Production : Yves Billon pour Zarafa Films

Durée : 52' . **Année de production** : 2004 . **Support** : bêta SP

Gros plan sur la réalisatrice : Laurette Mokrani



Laurette Mokrani est née dans un petit village de l'Allier en 1959. Après une enfance nomade entre Alger et Paris qui annonçait ses futures préoccupations, elle entame des études de droits et obtient un DEA de Droit International et Européen à la Sorbonne en 1984.

Elle s'engage d'abord dans une carrière d'avocate au barreau de Paris ; mais très vite, se détourne d'une vie qu'elle juge trop mondaine. Mélange de deux cultures, française et algérienne, elle est toujours présente et absente ; là et ailleurs, sans lieu défini ni définitif. C'est cette manière d'habiter et d'être habitée par le monde qui explique son travail auprès d'associations ou d'agences d'aide aux réfugiés. Elle sera en particulier juge représentant le HCR (le haut comité aux réfugiés) à la Commission des recours de Paris.

Ne séparant jamais la pratique de la réflexion théorique, elle est souvent sollicitée par des universitaires pour participer à des recherches en sciences sociales sur les déplacements de populations. C'est ainsi qu'elle a réalisé avec le sociologue Smâïn Laacher, chercheur associé au Centre d'étude des mouvements sociaux (CNRS-EHESS) une enquête remarquable sur Sangatte. (*Après Sangatte, Nouvelles immigrations. Nouveaux enjeux*, Paris, La Dispute, 2002)

Sans jamais abandonner ce type d'activités, elle a réalisé à partir des années 90, un rêve d'enfance : tourner, faire du cinéma ! On lui doit des films institutionnels, des clips musicaux, un court-métrage de fiction (« *Le Meunier de Sainte Gauburge*. ») Mais c'est dans le documentaire qu'elle est le plus à l'aise. Elle sait, avec finesse, s'approprier l'image pour multiplier les points de vue sur la vie, l'univers intime des gens, leur courage et leur résistance.

Laurette Mokrani a le misérabilisme et le manichéisme en horreur. Son dernier film, *Amina ou la confusion des sentiments*, le dit assez. Pour elle, l'image, comme l'écriture, servent à comprendre le monde et, si tant est que cela soit possible, être en paix avec soi-même.

« La note d'intention » de Laurette Mokrani

Pour présenter leur film aux sociétés de production et aux chaînes de télévision, les réalisateurs ont coutume d'écrire une « note d'intention ». Particulièrement éclairante, voici celle qu'a écrite Laurette Mokrani pour « Amina ».

L'image que l'on a des réfugiés est le plus souvent celle d'un drame sur fond de misère. Des personnes en fuite, parfois en errance, et dans des conditions de précarité totale.

Cette image qui recouvre une grande partie de la réalité se trouve parfois contredite, mise à mal ou battue en brèche par le récit d'un parcours, d'une histoire qui a le bonheur de ne pas ressembler aux autres. Celle d'Amina, une adolescente de 15 ans, et de sa famille en est l'illustration, elle qui avait pourtant commencé exactement comme les autres : un exil forcé, l'arrivée sans ressources dans un pays presque inconnu, le dénuement et l'isolement, l'avenir plus qu'incertain... Et puis un jour, un premier rôle de comédienne et une carrière qui se dessine et ensoleille le présent.

Ce film raconte l'histoire d'une famille qu'un cataclysme a fait basculer d'un avant à un après, d'une vie à une autre, d'un pays à un autre. La vie auparavant normale, paisible et privilégiée qu'elle connaissait a sombré en quelques jours dans une violence sans nom ni visage, se traduisant par les assassinats

successifs de deux oncles en lieu et place d'un père¹ celui d'Amina. Vivre ailleurs qu'en Algérie ? Quitter une villa de la pointe Pescade, la banlieue chic d'Alger, pour une chambre d'hôtel de la banlieue parisienne ? C'était proprement inimaginable. C'est pourtant devenu la réalité. La vie en terre étrangère s'est imposée sans autre choix.

Le temps de l'exil est toujours un temps de la rupture et de la douleur, un temps de repositionnement aussi, de réexamen de ses rêves et de leur nécessaire confrontation à cette nouvelle réalité. On ne part pas toujours pour trouver « mieux », on part aussi pour pouvoir rester en vie, quitte à tout laisser derrière soi, tout abandonner et tout perdre. C'est là le prix à payer. La réinstallation dans un nouveau pays, quand on n'a plus rien, est longue et aléatoire, chaque jour est vécu pour lui-même sans aucune certitude pour le lendemain. On oublie ses rêves et ses projets de vie, on survit, à l'étroit matériellement, et dans des conditions d'une extrême précarité. L'avenir chaque jour se referme sur les impératifs de l'immédiat : manger et trouver un toit pour dormir. Amina jeune fille étrangère, Algérienne, qui arrivait dans un pays où être immigré est un « problème », n'avait pas a priori toutes les chances de son côté.

S'attacher à ce parcours véritablement exceptionnel, le décrire et le faire vivre dans sa réalité et ses multiples facettes sera l'objet de ce film : expliciter les causes du départ du jour au lendemain, les conditions de l'arrivée sans famille ni communauté d'accueil, la nouvelle installation au jour le jour, et le désir de s'en sortir ; mais ce film veut aussi rendre compte de ce qui n'est jamais spontanément exprimé, ni jamais aisément lisible et qui pourtant toujours accompagne cette démarche que l'on dit d'intégration, à savoir un ensemble complexe d'efforts pour se redéfinir sans trop de violence ou de reniement : une succession de renoncement et de réajustement, pour construire une identité qui ne soit pas à l'écart des valeurs du pays d'accueil.

Le départ de chez soi est toujours une double rupture : on quitte les siens, et une fois sur l'autre rive, on doit se délester d'une partie de soi-même. Autrement dit, il faut et dans le même temps non seulement renoncer à son monde familier, connu et accepté, mais aussi entrer dans un monde autre, inconnu et plus ou moins hostile. Comment apprendre à renoncer sans se perdre, sans avoir le sentiment de se renier ? Comment garder de l'honneur, et aussi comment ne pas culpabiliser, quand partir de chez soi par peur d'être assassiné par des fondamentalistes peut s'apparenter, secrètement, à une sorte de trahison. Tel est l'enjeu. Les actes de parole et les actions que l'on accomplit, les choix que l'on fait, il faut sans cesse les soumettre à deux grilles de lecture, celle « d'ici » et celle de « là-bas ».

Comme si chaque définition de soi devait être passé au crible de la critique et de l'approbation de deux mondes, de deux modes de vie et de deux systèmes de valeurs différents. Comment être conforme ici sans choquer ceux qui vivent là-bas ? Comment rester fidèle à ce que l'on suppose être les valeurs traditionnelles sans hypothéquer le présent et surtout le futur assimilé à la modernité ? Par quel miracle « réussir » cette délicate transition ? Par les enfants. Il n'est pas exagéré de dire que dans ce cas de figure, les enfants vont être à leur manière et pour le bien de tous, la famille et la société, ces « passeurs » d'un monde à un autre. Ils sont les seuls qui autorisent à regarder l'avenir comme un profit possible et non comme un coût insupportable. Et le miracle est sur le point de se réaliser quand un de ses enfants accède à un lieu très improbable, comme la Comédie Française². Alors c'est toute la famille qui peut revisiter son passé et voir l'avenir avec les yeux du présent ; c'est aussi toute la famille qui reste suspendue chaque jour à l'accomplissement fragile de ce miracle.

¹ Le père d'Amina, journaliste engagé n'hésitait pas à traiter de sujets tels que l'inceste, les filles mères ou les mariages forcés. Il était devenu une cible du terrorisme, et ce sont ses frères qui ont été atteints les premiers.

² Une anecdote à ce propos. Lorsque la famille est arrivée en France, pour occuper les journées, le père organisait des visites dans Paris. Un jour les a menés devant la Comédie Française, et Amina a demandé si on pouvait entrer visiter l'intérieur : « ça, ma fille, c'est une maison pour les riches, a répondu le père, c'est pas pour nous ».

Ce sont ces questions qui seront posées par le film. Une famille banale qu'une fillette de 15 ans a écarté de la règle, dont elle a bouleversé les plans d'installation, obligeant à penser la vie non comme une fatalité mais comme une volonté d'exister dans un pays qui doit finir par être le sien. Ce sont des questions essentielles, universelles, mais trop souvent seulement envisagées sous l'angle misérabiliste ou populiste. Aussi, en ces périodes riches d'événements et de débats sur la question de l'exil et de l'intégration, il importe d'apporter un éclairage pertinent, non pas tant sur l'immigration en tant que telle mais plutôt sur la manière dont la société française se pense au travers de son immigration.

« Un film sur la reconquête identitaire »

« Quand j'ai décidé ce film, Amina était à la Comédie française, et son papa avait, lui, très envie que je fasse un film autour de sa carrière naissante. Ce qui n'était pas mon approche. Le thème de la transmission de la mémoire (celle des parents comme celle de l'histoire et de la société) me semblait la clé qui ouvrirait ou ouvrirait sa propre voie. Et après quelques rencontres avec Amina, le film s'est imposé en effet comme devant être centré sur son parcours de reconquête identitaire. Notre toute première rencontre avait eu lieu quelques années auparavant, à l'Assemblée Nationale.

J'ai fait les premières images à Chambéry, où elle était en tournée, et lorsqu'elle m'a dit qu'elle rêvait de faire une carrière en ...Algérie, elle qui vivait alors et définitivement en France, j'ai eu le sentiment que ce rêve qu'elle exprimait était bien davantage, comme souvent, celui de ses parents que le sien propre. Et que le film pourrait l'aider à y voir plus clair en elle. Ce qui a été le cas, elle pourra vous le dire.

Bien sûr, son histoire est entrée en résonance avec la mienne, et parler de sa souffrance était aussi un moyen de la transfigurer. Je voulais, d'une certaine manière, qu'elle ait le droit de faire ses choix.

Même si l'exil n'est pas toujours une figure aussi dramatique, il reste une déchirure avec laquelle il faut apprendre à vivre, et le plus tôt, ou le plus court, reste le mieux. »

Laurette Mokrani

[Ce texte a spécialement été écrit par Laurette Mokrani pour les séances Averroès junior 2007]

La rencontre Laurette Mokrani – Amina Toudjine

Laurette Mokrani a rencontré Amina Toudjine...à l'Assemblée Nationale ! Dans le cadre de son action au sein du Haut Comité aux Réfugiés (HCR), la réalisatrice était aller filmer « *l'Appel de Paris* », sans se douter que l'adolescente de 13 ans qui allait en faire la lecture, deviendrait quelques années plus tard le sujet de son film. On peut voir dans cette séquence que le rayonnement d'Amina est déjà considérable, et on comprend que la réalisatrice en ait été frappée.

Voici quelques détails sur cette manifestation.

L'appel de Paris

Une "Assemblée des réfugiés" de 577 personnes, soit autant que de députés français, réunie dans l'hémicycle de l'Assemblée Nationale, à Paris, a adopté le 16 juin 2001, un "Appel de Paris" demandant aux Etats d'assurer une application pleine et entière de la Convention relative au statut des réfugiés, signée en 1951 à Genève, et de soutenir le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) afin qu'il puisse mieux répondre aux nouveaux défis de la protection internationale des réfugiés.

Cette manifestation, présidée par Raymond Forni, président de l'Assemblée française, et Ruud Lubbers, haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, était organisée à l'occasion du 50ème anniversaire de la Convention des Nations unies relative au statut des réfugiés, adoptée à Genève le 28 juillet 1951.

Les 577 « députés réfugiés », choisis « *pour leur représentativité de l'histoire de l'asile en France* », bénéficiant toujours du statut de réfugiés ou devenus Français, étaient originaires de plus de 70 pays. L'Appel a été lu par la benjamine des « députés », Amina Toudjine, 13 ans, stagiaire à la Comédie-Française, fille d'un réfugié algérien.

Voici des extraits du texte lu par Amina ce jour-là :

L'Appel réclame que « *de quelque manière et pour quelque motif que ce soit* », un demandeur d'asile ne soit pas refoulé « *vers un pays où il est exposé à des persécutions ou à des risques pour sa vie et sa liberté* ».

Il demande que soit proscrite « *toute mesure de détention des demandeurs d'asile et des réfugiés* », et qu'ils puissent avoir accès à « *une procédure juste, équitable et efficace de détermination du statut de réfugié devant une autorité impartiale et indépendante qui doit prendre une décision dans un délai raisonnable* ».

Il propose enfin que tous les Etats, et notamment les plus développés, financent les programmes du Haut commissariat aux réfugiés (HCR) - agence des Nations unies établie à Genève - et que les citoyens participent eux aussi « *à l'accueil et à l'intégration des réfugiés par leur action individuelle ou collective et luttent contre le racisme et la xénophobie* ».

Gros plan sur Amina Toudjine

Fille aînée de Djamel Toudjine, comédien et animateur à la radio et à la télévision algéroise, Amina a, très tôt, été initiée au spectacle. Ainsi, lorsqu'elle vivait encore à Alger, dans ce quartier de Bab-El-Oued qui n'allait pas tarder à devenir un fief du FIS, elle a tourné plusieurs spots publicitaires et animé des émissions pour enfants.

Au début de la « décennie noire », quand les assassinats d'intellectuels commencent, Djamel Toudjine se retrouve sur la « liste noire ». En 1996, après l'assassinat de ses deux frères à onze mois d'intervalle, il décide de quitter le pays en compagnie de toute sa famille.

Amina n'a alors que 8 ans et n'a aucune connaissance du français. En moins d'un an, elle acquiert une grande maîtrise de la langue et commence de brillantes études. Et cela malgré d'énormes difficultés matérielles (La famille vit d'abord en meublé avant de déménager en banlieue où le père trouve un emploi de gardien de nuit)

Grâce à une bourse, elle est admise à la sélectissime Ecole Alsacienne. Un jour, une de ses amies, la fille du Sociétaire de la Comédie Française Christian Blanc, lui suggère de passer une audition. La Maison de Molière recherche en effet une adolescente pour jouer Louison, dans *Le malade imaginaire*. Et à 13 ans, Amina décroche le rôle !

Ainsi, un soir sur deux, pendant toute une année, elle va monter sur cette scène prestigieuse et donner la réplique à des comédiens tels qu'Alain Pralon ou Catherine Hiegel.

Cette année-là, elle est également choisie pour lire l'Appel de Paris à l'Assemblée nationale et à Genève (cf. le chapitre sur la rencontre Laurette Mokrani – Amina)

Les scénarii affluent, mais ses parents préfèrent qu'elle se consacre à ses études. La seule proposition qu'elle accepte est un rôle dans la série télévisée *Les Thibault*, adaptée de Roger Martin Du Gard. (Amina y interprète le personnage de Gise, aux côtés de Jean Yanne, juste avant la disparition de ce dernier en mai 2003.)

Elle fait aussi un peu de doublage jusqu'à son retour à la Comédie française pour jouer cette fois une pièce de Marie Ndiaye, *Papa doit manger*.

C'est à ce moment-là que Laurette Mokrani décide de faire son portrait filmé. Ce sera *Amina ou la confusion des sentiments*.

Après un bac réussi avec mention, Amina fait aujourd'hui des études d'ingénieur à l'Université de Jussieu. Elle dira sans doute, lors de sa venue, quelles sont ses aspirations. En attendant, elle vient d'être invitée au Festival du cinéma arabe de San Francisco, où *Amina* était sélectionné.

Quelques pistes de réflexion

Comme nous l'apprend sa biographie, la documentariste Laurette Mokrani travaille depuis des années sur les questions d'exil et de migration, qui la touchent à titre personnel. A travers le portrait qu'elle dresse d'Amina et de sa famille, deux types de questions, de nature très différente, sont susceptibles d'apparaître et de faire l'objet de discussions.

- Sur l'histoire récente de l'Algérie.

Avec « Amina », le collégien va constater que l'immigration en provenance du Maghreb peut avoir d'autres raisons que la pauvreté.

Certes, l'immigration économique est de loin la plus importante. (Le beau documentaire que nous avons projeté lors d'Averroès junior 2006, « *La Traversée* », s'en faisait justement l'écho.) Néanmoins, il en existe une autre. On estime à environ 300 000 le nombre de personnes qui, pour échapper à la menace islamiste, ont dû fuir l'Algérie pendant « *la Décennie noire* », plus particulièrement entre 1993 et 1995 où beaucoup d'intellectuels n'ont eu d'autre choix que « *la valise ou le cercueil* ».



Pour la plupart réfugiés en France, ces 300 000 personnes étaient essentiellement des cadres, des enseignants, des chercheurs, des avocats, des journalistes, des artistes. (On trouvera plus loin un chapitre spécialement consacré à ces assassinats ciblés.)

De quoi les islamistes accusaient-ils ces intellectuels ? D'être du « *parti français* », c'est-à-dire de ne pas renier l'apport français à la culture algérienne, notamment à travers l'usage de la langue. (Cf. à ce sujet, l'analyse de Jacques Berque, document n°1.) Et plus encore, de défendre les pratiques démocratiques et les libertés individuelles contre l'instauration de la charia.

Le père d'Amina, qui a vu ses deux frères assassinés et qui ne doit lui-même son salut qu'à l'exil, est représentatif de cette immigration qu'on pourrait dire politique, ou idéologique.

Le film et l'histoire de cette famille offrent donc l'occasion d'évoquer l'histoire récente de l'Algérie, et notamment la terrible « *Décennie noire* ».

Dans ce dossier, nous nous sommes efforcés d'en retracer les grandes lignes et de rassembler des documents qui permettent d'en saisir à la fois le climat et les enjeux. Insistons toutefois pour dire que la période reste encore très méconnue et comme telle, sujette à caution. Les stratégies des différents camps - l'armée et les différentes factions islamistes- ont été particulièrement opaques, tortueuses et sont encore

largement couvertes par le secret. Et l'on dispose de très peu de sources d'informations. Il faut se souvenir que l'Algérie a vécu en vase clos une « *guerre sans image* », loin des observateurs étrangers - journaliste ou historien- et avec une censure forte de l'état sur les médias algériens.

On soulignera néanmoins qu'en dépit de l'attitude équivoque de l'état et de la terreur islamiste, les Algériens ont constamment affirmé leur choix de société au cours de cette période trouble. Par exemple en allant voter en masse, ou en continuant à envoyer leurs enfants à l'école, malgré les mots d'ordre menaçants des « barbus ».

- Sur l'attitude de la France vis-à-vis des réfugiés politiques

On pourra s'interroger aussi, à l'occasion de la séquence où l'on voit Amina à la tribune de l'Assemblée Nationale lire l'appel de Paris, sur la manière dont la France accueille dans les faits, au-delà des discours, les réfugiés politiques. (Cf. le chapitre la rencontre L. Mokrani / Amina)

Les 300 000 exilés algériens en sont un bon exemple. Ils présentent toutes les caractéristiques de la fameuse « immigration choisie » - haut degré d'instruction, bonne connaissance de la langue et des institutions françaises - et pourtant ils n'ont rencontré qu'indifférence (dans la population) et suspicion (dans l'administration).

- Sur l'exil, le traumatisme, mais aussi la possibilité de se reconstruire qu'il représente.



Outre que le film peut amener, comme on vient de le voir, à la connaissance de certains faits, il permet aussi de mesurer, et peut-être de mieux comprendre, les problématiques identitaires liés à l'immigration.

A travers le cas d'Amina, le film montre bien que, quelle que soit la raison du départ, (économique ou politique) l'immigré vit une déchirure. Une déchirure qui apparaît au moment où il troque son monde familier, connu et accepté, pour un monde inconnu et souvent hostile. Une déchirure avec laquelle il va devoir apprendre à vivre. Il lui faut « *réexaminer ses rêves* », réviser l'image qu'il a de soi et du monde. Laurette Mokrani évoque « *une succession de renoncements et de réajustements pour construire une identité qui ne soit pas à l'écart du pays d'accueil* » : quelle juste définition de « l'intégration » !

Mais c'est toute sa « note d'intention » et l'interview complémentaire qu'elle nous a accordée qu'il faudrait citer ici. (Cf. les chapitres où elles sont reproduites in extenso)

Amina, qui sera présente à l'issue de chaque séance, devrait elle aussi s'exprimer sur ce thème de façon éloquente.

On insistera au terme de ce chapitre, sur les deux visages indissociables de l'exil, tels qu'ils apparaissent dans le film : la douleur, la déchirure, « *la confusion des sentiments* » qu'il engendre, oui. Mais aussi, la possibilité de reconstruction qu'il apporte. Une possibilité que n'a pas, par exemple, le poignant personnage de la cousine, celle qui ne peut pas partir.

La « *reconquête identitaire* » d'Amina, si difficile soit-elle, constitue une voie ouverte vers l'espoir. Puissent les élèves la percevoir, ceux qui sont issus de l'immigration en premier lieu, et aussi tous ceux qui vivent des exils plus métaphoriques et néanmoins douloureux.

La guerre civile algérienne

La guerre civile algérienne, plus fréquemment appelée « *Décennie noire* » ou encore « *Décennie du terrorisme* », a opposé le gouvernement algérien, son armée et sa police, et divers groupes islamistes à partir de 1991. Le conflit, qui a fait au moins 150 000 victimes, s'est terminé par la reddition de l'Armée Islamique du Salut (AIS) et la défaite en 2002 du Groupe Islamique Armé (GIA). Depuis, le président Bouteflika mène une politique de « *réconciliation nationale* ». Cependant, des attentats et des combats sporadiques ont toujours lieu dans certains secteurs.

A l'origine du conflit : les émeutes d'octobre 1988

Parti unique depuis l'indépendance du pays, le FLN (Front de libération nationale) est, au milieu des années 80, totalement usé par le pouvoir et la corruption. Quand, en 1986, le prix du pétrole passe de 30 à 10 \$ le baril, le système économique algérien, rigide et peu performant, ne peut plus faire face à une importante pénurie (même des produits de base) et à la montée du chômage.

En octobre 1988, d'importantes manifestations ont lieu dans tout le pays, encouragées ou organisées par les islamistes, de plus en plus influents et populaires.

Elles vont, dans certaines villes, tourner à l'émeute. A Alger notamment, où saccages, affrontements, et pillages se succèdent entre le 4 et le 10 octobre. L'armée tire à plusieurs reprises sur les émeutiers, provoquant près de 500 morts (officiellement 176). Cette répression sanglante provoque un choc considérable dans l'opinion.



La montée en puissance du FIS : 1989-1991

Conscient de la gravité de la situation, le président Chadli Bendjedid entreprend alors des réformes de fond. En 1989, il propose une nouvelle constitution qui supprime le parti unique et la référence au socialisme, et garantit la « *liberté d'expression, d'association et d'assemblée* ». Des partis politiques comme le Front Islamique du Salut (FIS), se forment donc officiellement.

Le FIS est alors dirigé par Abbassi Madani, conservateur religieux qui ne croit guère en la démocratie et place la charia au-dessus de tout, et par Ali Belhadj, dont les prêches radicaux et agressifs séduisent toute une partie de la jeunesse ouvrière.



Le président Chadli



Madani et Belhadj, dirigeants du FIS

Le FIS devient rapidement un parti important, avec un énorme électorat, essentiellement concentré dans les zones urbaines. En 1990, il remporte largement les élections locales (953 communes sur 1539 et 32 wilayas sur 43). La première guerre du Golfe renforce encore son influence.

En mai 1991, le FIS organise des manifestations monstres à Alger pour protester contre le nouveau découpage électoral. Inquiet de cette puissance, le gouvernement fait alors arrêter plusieurs de ses dirigeants, dont Madani et Belhadj. Mais le FIS lui-même reste autorisé. sa montée en puissance se poursuit sous la direction d'Abdelkader Hachani, et en interne, beaucoup de voix se déclarent désormais pour l'action directe. La situation devient de plus en plus tendue à l'approche des élections.

Le coup d'état militaire du 11 janvier 1992

Le 26 décembre 1991, le FIS sort grand vainqueur du premier tour des législatives. Tout indique qu'au soir du 2e tour, il obtiendra sans peine cette majorité des 2/3 lui permettant en toute légalité de modifier la constitution pour créer, l'état islamique qu'il appelle de ses vœux.

Le 11 janvier 1992, l'armée décide d'intervenir. Elle arrête le processus électoral entre les deux tours, force le président Chadli à démissionner et crée, pour gouverner, un Haut Comité d'état (HCE) qui rappelle de son exil un héros de la guerre d'indépendance, Mohammed Boudiaf, pour lui confier la direction du pays.

Pendant ce temps, l'état d'urgence est proclamé. Près de 30 000 membres ou sympathisants du FIS sont arrêtés, parfois torturés, et envoyés dans des camps, les assemblées communales et régionales dirigées par des Fisistes sont dissoutes et de nombreux droits constitutionnels suspendus.

A peine quelques semaines après, apparaissent les premiers maquis islamistes, où l'on trouve pas mal d'anciens combattants d'Afghanistan. Ils prennent pour cibles soldats et policiers.

Homme honnête, Boudiaf essaie de mettre en place les conditions d'un retour à la démocratie. On ne lui en laissera pas le temps. Six mois après sa nomination, en juin 92, il sera assassiné à Annaba par un officier théoriquement chargé de sa protection, et dans des circonstances non élucidées. Le HCE nomme Ali Kafi pour le remplacer, mais ses initiatives sont peu appréciées par les militaires qui le remplaceront par le général Liamine Zeroual dès juin 1994.



Mohammed Boudiaf, héros de la guerre d'indépendance, appelé au pouvoir par les militaires, assassiné six mois plus tard

La riposte islamiste

Pendant ce temps, plusieurs groupes armés se sont constitués, dont les principaux sont le Mouvement islamique armé (MIA) - qu'on dira plus tard infiltré par la Sécurité militaire – et le Groupe islamique armé (GIA), particulièrement actif à Alger et dans les zones urbaines. Très vite, certains groupes s'attaquent non seulement à la police et aux militaires, mais aussi aux civils. Dès 1993, des différences de stratégie apparaissent. Le MIA tient plutôt les maquis et vise les services de sécurité et les établissements d'état. Le GIA lui, préconise le massacre de quiconque soutient le pouvoir, y compris les employés de l'état, comme les professeurs et les fonctionnaires, ainsi que les intellectuels, les artistes et les journalistes, accusés d'être des suppôts de l'occident et des blasphémateurs.

Les islamistes étendent ensuite les massacres à tous les civils qui ne respectent pas leurs directives (offensive du GIA contre les écoles de la région d'Alger, coupables, selon eux, de donner un enseignement contraire à l'Islam ; meurtres d'enseignants, destruction de plus de 300 lycées ou collèges).

Autre cible privilégiée : les étrangers non musulmans encore dans le pays, qui, s'ils ne quittent pas le pays, vont être systématiquement assassinés à partir de septembre 93 (meurtres qui atteindront leur point culminant au printemps 96 avec l'enlèvement puis l'exécution des moines trappistes de Tibhirine)



Le monastère de Tibhirine, près de Médéa

A son arrivée à la tête de l'état (juin 94) le général Liamine Zeroual se révèle d'abord plus proche des « réconciliateurs » que des « éradicateurs » et entame des négociations avec les dirigeants du FIS emprisonnés, un geste qui divise profondément les partis politiques et l'opinion.



Liamine Zeroual nommé à la tête de l'état en juin 1994, élu président en 1995, a démissionné en 1999

Ces pourparlers n'aboutiront d'ailleurs pas car, entre temps, le mouvement islamiste se radicalise encore sous l'effet des divisions et des rivalités. Le GIA rompt avec le FIS. Et de son côté, le MIA se fédère avec des groupes plus petits, pour devenir l'AIS, l'Armée islamique du salut (et le bras armé du FIS). Face à cette situation, Zeroual penchera vers « l'éradication », et son cortège d'arrestations, de mises au secret et de tortures.

Les luttes intestines entre les deux tendances islamistes, les offensives de l'armée et ses actions « infiltrées » créent alors une surenchère dans l'horreur.

Les assassinats ciblés contre les intellectuels, les journalistes et les femmes s'intensifient, obligeant ceux qui le peuvent encore à fuir sur les chemins de l'exil. Mais sous la direction de Djamel Zitouni, le GIA va plus loin dans sa stratégie meurtrière. En Algérie même, ce sont des villages entiers qui vont être décimés.

Il s'agit aussi de porter les attaques sur le sol français. En décembre 1994, une tentative de détournement d'un vol Air France Paris-Alger, qui a échoué, s'est terminée sur le tarmac de Marseille-Marignane. Mais il y aura plusieurs attentats à la bombe au cours de l'année 1995, notamment dans le RER le 25 juillet 1995 (8 morts et 150 blessés) et dans le métro les 6 et 17 octobre 1995 (Cf. le récent procès de Rachid Ramda)



Sur le tarmac de Marignane, le GIGN à l'assaut de l'Airbus détourné par un commando du GIA en décembre 1994



l'attentat du RER à la Station Saint-Michel en juillet 95

Prise dans sa folie meurtrière, l'Algérie se retrouve alors coupée du monde. Les lignes aériennes étrangères se desservent plus le pays. La frontière avec le Maroc est fermée. Les agences de presse internationales et les correspondants étrangers sont partis. Sur place, les journalistes autochtones doivent redouter les terroristes, mais aussi le gouvernement qui interdit toute information sur le terrorisme qui n'aurait pas son aval et qui ferme les journaux d'opposition.

Les élections de 1995 et la mise en place des milices

Incité par les instances internationales à sortir de la seule confrontation armée, et soucieux de restaurer le crédit de l'état, le général Zeroual annonce la tenue d'élections présidentielles à scrutin pluraliste pour 1995. Au terme d'une campagne sous haute tension (le FIS a appelé à l'abstention et le GIA a menacé d'exécuter tous ceux qui se rendraient aux urnes) il sera élu président de la république en novembre 1995, avec 60% des voix. Le scrutin n'est pas trop entaché d'irrégularités et surtout le taux de participation très élevé (malgré les menaces) montre la volonté farouche du peuple algérien d'en finir avec les désordres...

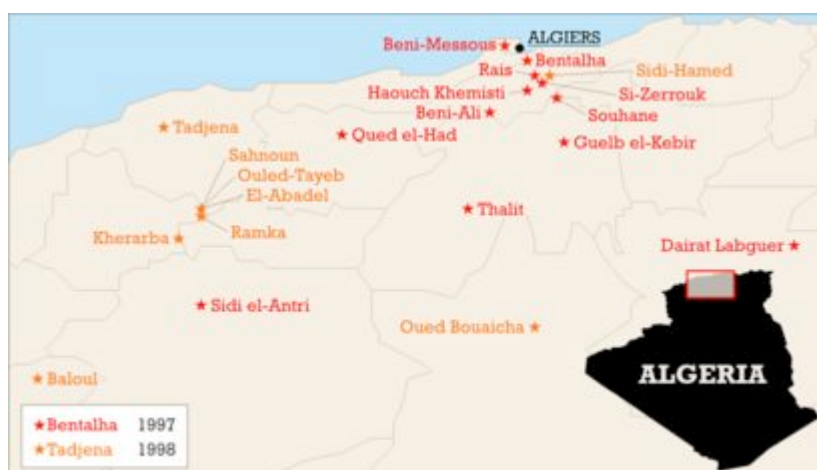
Conforté par ces résultats, Zeroual en profite pour renforcer notablement le pouvoir présidentiel après révision de la constitution (1996). Par ailleurs il met en place des milices de « patriotes », pro-gouvernementales, entraînées et armées par les militaires.

1997-1998 : nouveau pic de violence

Pourtant, non seulement les violences ne s'arrêtent pas, mais elles vont s'intensifier.

Après le revers que constituent pour eux les élections de 1995, les islamistes se divisent de plus en plus sur la tactique à adopter. Une partie du FIS penche pour des pourparlers avec le gouvernement, une autre pour le rapprochement avec le GIA. Suite à des dissensions internes, ce même GIA voit ses principaux

leaders s'entretuer sauvagement, déclarer une guerre totale à l' AIS et prôner une politique de massacre visant à terroriser la population civile.



Massacres de plus de 50 personnes entre 1997 et 1998

L'Algérie va connaître un pic de violence inouï, encore attisé par l'approche des élections législatives. En avril 97, le GIA inaugure dans le village de Thalit (dont les habitants sont tous égorgés) sa politique de massacre de masse. Visant particulièrement les villages ou les banlieues, ses partisans tuent des dizaines, parfois des centaines, de civils à la fois, sans tenir compte de l'âge ou du sexe des victimes.



Ce cliché pris après le massacre de Benthala fit le tour du monde mais fut ensuite l'objet d'une polémique.

Il se dit souvent, mais aucun historien n'a encore pu le vérifier, que certains de ces massacres auraient été suggérés par des éléments de l'armée infiltrés au sein du GIA. Si l'on regarde ce qui s'est passé à Benthala, l'hypothèse paraît plausible (un carnage de près de 500 personnes où les femmes enceintes furent éventrées et découpées, les enfants taillés en morceaux ou jetés contre les murs et les hommes émasculés sans que l'armée intervienne alors qu'elle avait des baraquements à proximité) Quels qu'en soient les instigateurs, cette politique de la terreur, qui dure jusqu'aux derniers mois de 98, se retourne contre les islamistes, y compris dans des régions qui leur étaient acquises depuis 1991.

Zéroual jette l'éponge

Côté gouvernemental, la situation n'est pas bien claire non plus. En février 1997, un nouveau parti voit le jour, le Rassemblement National démocratique (RND), destiné à soutenir l'armée et Zéroual. Et, comme

par hasard, il arrive, quelques mois après, en tête des législatives !

Mais des pressions au sein de la « grande Muette » incitent bientôt Zéroual à annoncer un départ anticipé. (Il quittera le pouvoir en 1999, un an avant le terme prévu de son mandat.)

Entre temps, il entame une politique de « réconciliation ». En septembre 1997, après des mesures d'assouplissement prises par le gouvernement à l'égard du FIS, l'AIS opte pour un cessez-le-feu unilatéral avec l'armée, puis négocie graduellement l'amnistie pour ses membres.

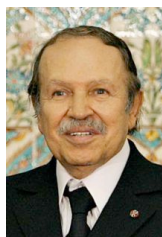
De son côté, le GIA est de plus en plus miné par les dissensions internes. La plus grave se produit en septembre 1998 avec la scission du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC)



Le président Zéroual annonce lors d'une allocution télévisée, son intention de démissionner

Bouteflika et la politique de réconciliation nationale

Elu en avril 1999, Abdelaziz Bouteflika fait aussitôt voter une loi qui amnistie tous les combattants islamistes qui ne se sont pas rendus coupables de viol ou de meurtre. C'est la seule solution, selon lui, pour ramener la paix civile. Autre stratégie qui porte ses fruits : il obtient des Américains le gel des avoirs bancaires du GIA et du GSPC.



Le président Bouteflika, en poste depuis 1999

La violence diminue alors sensiblement, pour disparaître presque totalement après 2002. La remise en liberté des leaders du FIS (Madani et Belhadj) ne change pas la donne. Bouteflika est réélu en 2004 avec 84% des voix. Un an plus tard, il fait voter par référendum une deuxième amnistie. Cette « loi de réconciliation nationale » suspend toute poursuite à l'encontre de toute personne n'ayant plus d'activité combattante et indemnise toutes les familles dont un membre a été tué par les forces gouvernementales. Malgré ce, quelques groupes armés n'ont pas totalement rendu les armes. Notamment le Groupe salafiste pour la prédication et le combat, rebaptisé Al Qaïda pour le Maghreb islamique, qui, en avril 2007, a revendiqué les deux attentats kamikazes contre le Palais du gouvernement d'Alger qui ont fait 33 morts et plusieurs centaines de blessés.



Attentats d'Alger, avril 2007

Pourquoi les assassinats d'intellectuels ?



L'écrivain et journaliste Tahar Djaout, qui fut le premier de la « liste noire » à être exécuté.

En Algérie, le père d'Amina était animateur de radio et de télévision. A ce titre, il faisait partie des cibles privilégiées que s'étaient fixés les islamistes au début de la guerre civile, avant que les massacres ne se généralisent à toute la population.

Cette haine des intellectuels et des artistes s'est exprimée très tôt. Dès le 2 février 1992, les « barbus » lancent une fatwa ordonnant le djihad non seulement contre l'Etat algérien mais aussi « *contre les partisans de la laïcité et de l'occidentalisation sociale et politique* ». La mise en pratique ne tarde pas à suivre.

En mai 1993, l'assassinat de l'écrivain et journaliste Tahar Djaout donne le signal. La liste va ensuite s'allonger à une vitesse vertigineuse.

Sont plus particulièrement visés les écrivains, les artistes et les chanteurs. Parmi les victimes, citons notamment le grand dramaturge Abdelkader Alloula et les chanteurs Cheb Hasni (« *le rossignol du raï* », accusé de chanter l'alcool et les femmes) et Matoub Lounes, poète de la berbérité.



Abdelkader Alloula, Matoub Lounes et Cheb Hasni

Toujours en mai 1993, le GIA décide d'étendre sa liste noire aux journalistes algériens et étrangers qui ne lui sont pas favorables, proclamant partout : « *Quiconque se bat par la plume périra par l'épée* ».

Selon la liste publiée dans le rapport 1999 de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), le chiffre des professionnels de l'information assassinés en Algérie au cours de la Décennie noire, s'élève à plus de 100, sans compter les disparus. En 2000, un monument leur a été dédié à Alger, sur une place baptisée pour l'occasion « Place de la liberté de la presse. »

Cette politique de la terreur a eu pour effet de faire fuir du pays tous ceux qui ont eu le temps de s'échapper. On estime à 300 000 le nombre de cadres, intellectuels et artistes qui ont ainsi quitté l'Algérie. A l'heure actuelle, beaucoup ne sont toujours pas rentrés.

Pourquoi un tel acharnement à éliminer l'élite dont tout pays a besoin ? Ou des stars adulées comme Matoub Lounes ou Cheb Hasni ? En juillet 1993, quelques mois avant son décès, le grand orientaliste Jacques Berque, titulaire de la chaire d'histoire d'islam contemporain au Collège de France, faisait une analyse implacablement éclairante. Nous la reproduisons ici. (Cf. document n° 1)

Document 1 – juillet 1993

Jacques Berque, professeur au Collège de France, analyse les assassinats d'intellectuels en Algérie

Jacques Berque, vous êtes orientaliste. C'est dire que vous avez passé votre vie à étudier les civilisations arabes et musulmanes. Et vous connaissez particulièrement bien l'Algérie, puisque vous y êtes né. Selon vous, pourquoi s'attaque-t-on ainsi aux intellectuels?

- Soyons radicaux, ce qui veut dire : prenons les choses à la racine. L'Algérie n'a pas résolu ses choix linguistiques. Dès le début, elle s'en est tenue à une position d'intransigeance théorique en choisissant l'arabe classique comme langue nationale. Il n'y a rien à objecter à cela, sauf que l'arabe classique n'était pas une langue parlée. Les langues parlées en Algérie sont l'arabe dialectal, les dialectes berbères et le français, utilisé par une certaine « élite ». Mais sur chacun de ces trois idiomes pesait un soupçon : sur le dialectal arabe, d'être dégénéré de la vraie langue, sans tenir compte de son enracinement populaire ; du berbère, on redoutait ses valeurs séparatistes en négligeant ses valeurs authentiques ; du français, on déplorait qu'il soit un reliquat de l'occupation. On le traitait de « séquelle » ou encore de « butin », selon l'expression de Kateb Yacine qui disait que le français était le seul butin de l'époque coloniale.

Résultat, il règne en Algérie une difficulté d'être soi-même dans un langage. Une situation qui n'existe dans aucun des vingt autres pays arabes qui ont pourtant tous à affronter le problème de la diglossie, avec la présence d'une ou deux langues occidentales et qui s'en sont très bien tirés. On peut dire que l'Algérie a eu le talent de faire un problème majeur de quelque chose qui était au départ une supériorité.

C'est pourquoi on tue les intellectuels qui s'expriment en français ?

C'est le deuxième problème de l'Algérie : la situation difficile de l'intelligentsia francophone, qui a déployé des merveilles de talent et de dévouement au service du progrès, comme c'est le rôle des intellectuels, mais qui a eu le tort, aux yeux de la normalité dirigeante, de le faire dans cette « langue séquelle » qu'est le français et le tort beaucoup plus vrai, hélas ! de réussir davantage à se faire entendre auprès des lecteurs français que des lecteurs algériens.

Qu'entendez-vous par « normalité dirigeante » ?

C'est une expression barbare qui englobe à la fois la direction politique, exercée jusqu'à une période récente par le FLN, et l'Islam, qui a pris depuis quelques années le tour de l'islamisme.

Pouvez-vous expliquer la distinction que vous établissez entre ces deux concepts : Islam et islamisme ?

L'Islam est une culture répandue et ancienne, une religion monothéiste comme les deux autres. L'islamisme est une tendance extrémiste qui cherche à tirer profit de la croyance religieuse des masses en vue d'objectifs politiques. Pour être clair, l'islamisme est à l'Islam ce que le fascisme est au patriotisme. L'islamisme est une forme de fascisme. Il en a les deux caractéristiques : il détourne des sentiments respectables, comme le patriotisme ou le sentiment de justice sociale ; il se veut moderne, mais en vidant la modernité de tout aspect occidental et en la faisant étroitement dominer par des règles tirées d'une morale passéiste.

Pourtant, on a tendance à lier les deux, à expliquer la vogue actuelle de l'islamisme par un « retour à l'Islam ».

- La vague islamiste qui se répand aujourd'hui ne correspond pas du tout à une renaissance religieuse qui se caractériserait par de nouvelles oeuvres théologiques, par un renouvellement de la doctrine. Elle se caractérise au contraire par des essais plus ou moins violents de captation des masses et d'utilisation des vestiges de la foi traditionnelle à des fins politiques.

Comment, selon vous, les pays islamiques, et particulièrement l'Algérie, peuvent-ils faire face à cette vague ?

- Le seul rempart possible serait un Islam moderniste, un Islam des lumières. En ce qui concerne l'Algérie, remarquons que ni la colonisation en 130 ans, ni le FLN en trente ans n'ont essayé de le mettre en oeuvre. L'un et l'autre ont redouté de déranger la quiétude que les gouvernants attendent de la masse des croyants

traditionnels. Rappelons-nous que lorsque dans les années cinquante les Français ont exilé le roi du Maroc, Mohammed V, l'une des raisons alléguées était qu'il avait dévoilé sa fille ! On gouverne plus facilement des croyants traditionnels que des croyants éclairés. Or, l'Islam traditionnel est une proie facile pour l'intégrisme. Les masses, accoutumées à cet Islam traditionnel, se montrent réceptives aux arguments massues, qui nous paraissent simplistes, de l'islamisme. Au contraire, l'intelligentsia qui a sans doute sous-estimé l'importance de ces problèmes religieux, n'en parle plus le langage et n'a plus les moyens d'intervenir, de communiquer avec les masses.

C'est peut-être valable pour l'Algérie, mais d'autres pays arabes connaissent des problèmes du même type. L'Egypte par exemple...

- C'est différent. Même en Egypte où il y a deux langues secondes, l'anglais et le français, il n'y a pas eu à ma connaissance de décrets contre des intellectuels modernistes et occidentalisés.

Comment voyez-vous l'avenir ?

- Je pense que l'islamisme échouera parce qu'il veut une modernité matérielle tout en refusant les soubassements intellectuels. Il veut le modernisme sans Galilée, sans le principe de causalité et la libre pensée, sur lesquels l'Occident a bâti cette modernité. C'est un calcul erroné condamné à l'échec. L'islamisme remportera sans doute des succès à court ou moyen terme, mais il est condamné à long terme. J'engage là-dessus ma réputation d'historien.

Que peut-on faire ?

- J'ai appris qu'un Comité international de solidarité avec les intellectuels algériens a été créé. La solidarité mondiale doit s'exercer pour protéger tout Algérien et tout intellectuel menacé dans le monde. C'est un devoir pour chacun de nous. J'ai moi-même exercé ce devoir de solidarité pour Abraham Serfati et deux ou trois autres en Tunisie. Mais laissez-moi vous dire ce que toute une vie d'expérience m'a appris : premièrement, les problèmes d'une société, seule cette société peut les résoudre ; deuxièmement, une intelligentsia est évidemment en correspondance avec l'ensemble du monde, mais elle doit d'abord être en phase avec sa propre société. Il faut donc faire attention, car il serait mal venu de proférer des propos qui mettraient les intellectuels algériens en porte-à-faux avec leur société.

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN - article paru le 7 juillet 1993 dans l'Humanité

Document 2 – Février 1994

Entretien avec Rachid Mimouni



« Le jour où ils ont menacé ma fille »

L'auteur de « la Malédiction » avait juré, il y a quelques mois à peine, de ne pas partir d'Alger. Les menaces des intégristes ont eu raison de sa résistance. Notre collaborateur l'a rencontré quelque part dans son exil marocain

Le Nouvel Observateur. - Pourquoi avez-vous quitté l'Algérie pour vous exiler ici au Maroc ?

Rachid Mimouni. - Pour deux raisons essentielles. La première est que j'étais, depuis longtemps, menacé par les intégristes. Ce n'était pas nouveau. J'ai pris position, j'ai mes idées, je les défends et j'étais prêt à en assumer les conséquences. Mais j'avoue que je n'aurais jamais cru qu'ils s'en prendraient à ma famille. J'ai une fille de 13 ans. Le jour où ils l'ont directement menacée de mort... cela m'est devenu insupportable.

N. O. - Comment avez-vous vécu ces derniers mois en Algérie ?

R. Mimouni. - Vécu ? Disons plutôt que j'ai survécu ! Entouré d'un luxe de précautions : ne pas avoir d'horaires précis, donc commencer par abandonner mes cours à la faculté ; ne jamais suivre les mêmes itinéraires pour sortir ou rentrer chez moi, faire des détours, des demi-tours, ne jamais donner de rendez-vous à des heures précises, ne jamais être seul en voiture... Depuis un an, le simple fait de marcher dans la rue était devenu impensable. C'était le plus dur.

N. O. - Vous étiez devenu un écrivain reclus ?

R. Mimouni. - Je ne pourrais jamais vivre comme Salman Rushdie. Je n'étais pas vraiment reclus, mais il était impossible d'avoir ce qu'on appelle tout simplement une vie. Et puis il y avait les menaces. Je n'aime pas en parler. En Algérie, on peut recevoir des menaces qui ne sont que de simples mesures d'intimidation. On peut aussi ne jamais recevoir de menaces et être abattu, comme c'est arrivé à quelques intellectuels qui étaient mes amis. Je savais que mon nom était prononcé et affiché dans les mosquées alentour. Ils procèdent comme cela. Le nom est affiché et l'action est laissée à la discrétion des fidèles. D'un côté il y a les ennemis ; de l'autre, les amis qui fréquentent la mosquée et qui vous conseillent de ne plus parler, ou moins souvent. Ou différemment. J'ai reçu des lettres en arabe et en français ; elles disaient toutes la même chose : « Tu es un mécréant. On t'aura ! » Et des coups de téléphone : des insultes, des menaces de mort ou, parfois, un simple halètement au bout du fil. Ou un bruit, celui d'un couteau qu'on aiguise à l'autre bout du fil.

N. O. - Beaucoup de gens en Algérie ont reçu ce genre de menaces : journalistes, intellectuels, écrivains, tous ceux qui se sont vigoureusement opposés aux islamistes

.R. Mimouni. - Je ne m'oppose pas violemment à l'intégrisme. Je dis simplement que leur projet de société ne tient pas debout. A tort ou à raison. Mais j'essaie d'argumenter, j'accepte la contradiction. Le problème est que la seule fois où j'ai pu discuter sur une antenne de radio avec un intellectuel intégriste, il s'est contenté d'appeler par trois fois au meurtre, en direct. Leurs tracts disent : « Ceux qui nous critiquent par la plume doivent périr par le sabre. »

N. O. - Aviez-vous obtenu une protection rapprochée ?

R. Mimouni. - Toutes les protections sont illusoire. Et comment protéger sa famille ? Pour leur éviter de trop s'inquiéter, je passais mon temps à aller moi-même chercher le courrier et je surveillais le téléphone. Mais mes enfants ont fini par comprendre que j'étais menacé. Qu'une porte claqua la nuit dans l'appartement du voisin, et toute la famille était debout ! A l'école, quand un prof grondait un de mes gosses, c'était aussitôt une crise de sanglots. Mon fils de 12 ans faisait des cauchemars, il se réveillait la nuit en pleurs en criant : « Je ne veux pas qu'on te tue ! » Tout ce que je trouvais à faire pour le calmer était d'ouvrir le Coran à n'importe quelle page pour le lire avec lui, à haute voix. Jusqu'à ce qu'il se rendorme. Et puis, un jour, le téléphone a sonné, mon fils a décroché, et une voix a demandé nommément à parler à ma petite fille. Quand elle a pris le combiné, la voix l'a menacée de mort. Cela a recommencé. Trois fois. Vous devinez dans quel état je l'ai retrouvée !

N. O. - Pour vous, c'en était trop ?

R. Mimouni. - Oui. Trop dur. Jusqu'alors j'étais fortement accroché à l'idée de rester en Algérie. Partir ? J'avais du mal à l'imaginer, même dans les pires moments. Mais le mois de décembre a été terrible en Algérie. Et puis tout s'est précipité en quelques jours. Un ami m'a proposé de m'aider, le téléphone a encore sonné... Et je me suis décidé. Je n'avais rien préparé à l'étranger. Je croyais pouvoir toujours vivre en Algérie.

N. O. - Pourquoi avoir choisi le Maroc ?

R. Mimouni. - Parce que j'aime ce pays et que je m'y sens moins déraciné qu'ailleurs. En dépit de la rupture que cela implique, je reste au Maghreb. Ailleurs ? Vous savez, j'ai passé une année sabbatique en France. Etrange année. En fait, à force d'aller-retour entre Paris et Alger, je me suis aperçu que j'avais passé plus de temps dans mon pays ! Ici, au Maroc, je reste proche de l'Algérie, même si c'est difficile de débarquer dans un pays avec ses valises à la main, le soir du réveillon, et d'entasser sa famille dans un hôtel sans savoir comment on va vivre.

N. O. - Il y a un an, vous refusiez l'idée même de l'exil et vous le disiez haut et fort. Est-ce un échec ?

R. Mimouni. - Un échec personnel ? Non, je ne crois pas. D'autres que moi ont dû se résoudre à partir. C'est un drame. Je ne vois pas d'issue. L'intelligentsia d'un pays est toujours la première à s'en aller, comme cela s'est passé au Liban, en Iran, en Palestine ou ailleurs. En Algérie, les intégristes ont décidé de s'attaquer aux intellectuels pour les faire partir. Ils ont, en partie, réussi. Pour eux, c'est une grande victoire.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-PAUL MARI

17 février 1994

Document 3 : octobre 1995

L'enjeu des élections du 16 novembre 1995 vu par Jean-Paul Mari, grand reporter au Nouvel Observateur



Algérie : du sang et des urnes

Ce n'est pas une élection présidentielle comme les autres. Il ne s'agit pas de renouveler le mandat d'un homme ou d'en placer un nouveau à la tête d'un pays qui disposerait déjà d'une assemblée nationale élue elle aussi. Depuis l'indépendance en 1962, les Algériens n'ont jamais eu vraiment le choix. Sauf une fois, lors des élections législatives de décembre 1991. Et ils n'y ont pas cru. Du coup, l'abstention massive et la poussée du FIS ont abouti à un raz de marée islamiste.

Après le choc du premier tour, les militaires ont annulé les élections et le président Chadli a été renvoyé. Depuis, le pouvoir et ses outils de fonctionnement, président, gouvernement, Haut Conseil d'Etat, Conseil National de Transition... Tout a été désigné. Et les affrontements, d'une violence effarante, entre l'armée et les groupes islamistes ont tué probablement plus de quarante mille personnes. Un bain de sang. La question est de savoir si ces élections vont permettre de sortir de cette tragédie ou de la pérenniser. Pour le pouvoir, ce n'est pas non plus une élection présidentielle comme les autres. A court terme, l'objectif est double. D'abord, il sait qu'il n'a pas de légitimité populaire. Ses adversaires, bien sûr, mais aussi ses alliés à l'étranger, ne cessent de le lui rappeler. En état d'urgence permanent, il prend, seul et sans mandat, toutes les décisions. Cela n'est plus tenable quand on a besoin du soutien financier donc politique de la communauté internationale. Le second objectif est d'effacer la mémoire des résultats du premier tour de 1991, de biffer d'un trait définitif cet échec spectaculaire du pouvoir. Voilà près de quatre ans qu'il continue à diriger le pays malgré l'opposition des trois partis, -FLN, FFS, FIS- qui ont obtenu près de quatre-vingt pour cent des suffrages exprimés lors des législatives. Ceux-là n'iront pas aux élections présidentielles ? Soit. Tant pis ou tant mieux répond Alger où on ne cesse de répéter qu'il faut "tourner la page", ne plus raisonner en termes du passé, en finir avec cette ombre portée par les urnes de décembre 91. La nouvelle élection se veut aussi un instrument pour redessiner le paysage politique, le recomposer. Le résultat du scrutin semble pourtant déjà tracé.

L'homme qui devrait être élu est l'actuel président, Liamine Zéroual, général à la retraite de 54 ans, austère et réservé, porté à la tête de l'Etat en janvier dernier pour une période de transition de trois ans. C'est lui qui a décidé d'organiser ces élections présidentielles contre l'avis de la classe politique. Sa désignation, comme candidat officiel, a pourtant donné lieu à une bataille féroce au sein du pouvoir. Deux clans se sont affrontés jusqu'au dernier moment. D'un côté, les partisans de Reda Malek, diplomate, ancien premier ministre. Chef de file du courant "éradicateur", il a toujours prôné une lutte sans merci contre les islamistes et considère le FIS comme une erreur de l'histoire algérienne, aux antipodes de la nature du pays. Ce courant, soutenu par un dur du régime, le général Lamari, s'est résolument opposé à la candidature de Liamine Zéroual, qui a parlé de "rassembler sans exclusion" et qu'on soupçonne, une fois élu et sûr de la caution des urnes, de vouloir relancer le dialogue avec le FIS. L'affrontement a été très dur et il a fallu au candidat Zéroual tout l'appui des militaires de l'est, sa région, et le poids de la puissante organisation des Moudjahidines, les anciens combattants, pour emporter la décision. L'assassinat, le 28 septembre dernier, aux portes de la Casbah, d'Aboubaker Belkaïd, jette le trouble dans le sérail. Pour la première fois, on s'attaque à un ancien ministre, membre influent du FLN et tête pensante des anti-islamistes. A Alger, les rumeurs ont couru aussitôt sur des règlements de compte internes, un général blessé hospitalisé à Paris et des départs à l'étranger. Dans la course à la candidature, Reda Malek a protesté contre les obstacles rencontrés à l'obtention des 75 000 signatures nécessaires. Et quand il affirme les avoir obtenues, le conseil constitutionnel ne retient pas sa candidature. Liamine Zéroual, avec un million deux cent quatre-vingt quatre mille trois cent vingt-six signatures recensées, reste seul en lice. Ou presque.

Face à lui, il y a Mahfoud Nahnah, 53 ans, président du Hamas, un professeur de langue arabe, "islamiste modéré" pour les uns, "intégriste en complet veston" pour les autres. Accepté par le pouvoir, décrié à la fois par le FIS et les anti-islamistes, il a recueilli moins de 5% des voix en 91 mais espère emporter les voix du marais islamiste écoeuré par la violence du GIA. Il pourrait servir de "passerelle politique" pour un dialogue à venir. Et ses meetings font le plein. L'autre mouvance, celle d'un "nationalisme algérien fondée sur un islam moderne", incarnée par la candidature de Noureddine Boukrouh, n'a pas obtenu un pour cent des voix aux dernières élections. Sur un tout autre terrain, Saïd Saadi, psychiatre, 48 ans, originaire de Kabylie pense rassembler les

voix des démocrates résolument anti-islamistes. En 91, il avait obtenu 4,71% des suffrages. Aujourd'hui, il fait le pari du "changement de l'intérieur" et ne cache pas qu'il est prêt à devenir premier ministre du futur gouvernement algérien

Le Cheikh Nahnah pour couvrir le champ islamiste, Saïd Saadi pour les démocrates, Liamine Zéroual pour les héritiers du régime, il s'agit de remplacer pièce pour pièce ceux qui ne se présentent pas. Le FIS n'est pas là. D'abord parce que son parti a été dissous, ses militants sont silencieux ou partis, les armes à la main, rejoindre les maquis et que personne, en Algérie aujourd'hui, n'a le droit de se présenter en son nom. Le FIS ne peut donc pas être présent aux élections. Et il ne le veut pas : "Aucune condition, politique, sécuritaire ou médiatique n'est remplie", confie un haut responsable du FIS à l'étranger. "Ce scrutin n'est qu'un combat entre les ailes du pouvoir. Le reste est une mise en scène, quelques candidats pour le décorum, un non-événement. Zéroual sera élu avec 60% des voix, Nahnah obtiendra environ 20% et Saadi 15%, histoire de faire croire à une véritable élection." Le refus attendu se veut catégorique : "Cela ne changera rien au pouvoir et à la situation sur le terrain." Très tôt, le FFS d'Aït-Ahmed a, lui aussi, décidé de boycotter les élections présidentielles : "On ne voit pas à quoi servent ces élections sinon à conforter le pouvoir en place. Quand un pays est en guerre, il faut d'abord régler l'équation politique qui a généré cette guerre." Quant au FLN, son bureau politique, divisé sur les accords de Rome, a préféré une solution de compromis, en appelant au "boycottage modulé" par des votes blancs. Tous mettent en avant le climat de violence et de terreur qui sévit dans le pays. Ce mois-ci, à Jijel, aux franges de la Kabylie, des combats qui ont duré une quinzaine de jours auraient 400 morts, dont une grande partie dans les rangs de l' AIS (Armée Islamique du Salut) affirme le quotidien Al-Khabar. Les maquis islamistes, durement attaqués par l'armée, sont réduits mais ils existent toujours. Attentats, voitures-piégées, sabotages, assassinats, affrontements militaires, sont devenus le lot quotidien dans les régions les plus dures. Depuis le début de l'année, on a assassiné vingt journalistes en Algérie, hommes et femmes, présentateurs de TV, commentateurs sportifs et même un présentateur de programme..pour les malentendants.

Quant au secteur économique, la production industrielle a chuté de 9% pendant les six premiers mois de l'année. Dans le contexte électoral, il faudra assurer la surveillance de 32000 bureaux de vote dans un pays grand comme cinq fois la France. Et pourtant les élections auront bien lieu. Même si le GIA menace : "Tout porte à croire que les actions armées vont connaître un pic, avant et pendant les élections", explique un responsable du FIS. Même si le "contrôle international" sera limité à quelques dizaines d'observateurs dont six de l'ONU. Même si la presse n'a pas le droit de parler de boycott qu'une note du ministre de la communication assimile désormais à de "la désobéissance civile." L'hebdomadaire, "La Nation", vient ainsi d'être saisi, lundi dernier, pour la quatrième fois en un an. Les élections auront lieu. Parce que l'enjeu est capital pour le président Liamine Zéroual.

Adossé au résultat d'une élection à la présidence, épaulé jusqu'ici par le FMI et la communauté internationale, il lui faudra trouver une issue politique à la violence algérienne. Il s'agira de savoir si ces élections serviront à conforter un pouvoir qui ne cherche qu'à se maintenir ou si elles permettront une réelle ouverture politique en direction de l'opposition avec, à l'horizon, la perspective d'élections législatives. Abandonner le terrain militaire pour revenir au champ politique, voilà le véritable enjeu. Voilà, peut-être ce que dira Jacques Chirac à Liamine Zéroual, lors de leur prochaine rencontre. Ne serait-ce que pour arrêter, après le nouvel attentat dans le RER, la contagion algérienne en France.

JEAN-PAUL MARI, 19 octobre 1995

Document 4 : janvier 1998

La vie quotidienne en Algérie

Au moment de la publication de cet article dans le *Nouvel Obs*, la signataire, Salima Ghezali, était directrice de l'hebdomadaire algérien « la Nation », empêché de paraître depuis plusieurs mois par la censure. Elle a obtenu le Prix Sakharov 1997 pour son combat pour les droits de l'Homme et la liberté d'expression



Tous nos aînés nous ont trahis !

Algérie, capitale Alger. Vivre ici. La foule hante les marchés, silencieuse. C'est ramadan, pourtant. Autrefois, tout le monde s'amusait des nerfs à vif des jeûneurs privés de café ou de tabac. Les prix affichés assomment les badauds : 550 dinars le kilo de viande, 75 dinars une salade (1) ! Où trouver l'argent pour le traditionnel repas du soir ? Mourir dans l'impuissance ou vivre dans le besoin, c'est à ne pas savoir ce qu'il faut redouter le plus. La pauvreté, aussi, réclame chaque jour de nouvelles victimes. Entre colère et violence, Alger a la déprime. Sur les murs de la ville, des placards officiels invitent à la vigilance. « *Ils* vont bientôt afficher le programme des attentats, commente un citoyen, désabusé. Comme ça, on pourra choisir entre "exploser" dans un souk de Bab el-Oued ou se faire égorger à la campagne ! »

La police, renforcée à l'occasion des fêtes, ne rassure pas. Circulation et stationnement sont sévèrement contrôlés. Les motards patrouillent le long des grandes artères. « *Vous n'allez pas me faire avaler que le gouvernement veut nous éviter des bobos !* » lance à la cantonade un homme verbalisé pour défaut de ceinture de sécurité. « *Ils* veulent plutôt renflouer les caisses de l'Etat sur notre dos pour installer leurs sénateurs au Hilton ! » continue le chauffeur, sans craindre la réaction de l'agent qui, d'ailleurs, reste de marbre. Il est d'autres endroits où l'uniforme continue d'en imposer, là où se pratique le sale boulot. Dans les quartiers populaires, les jeunes subissent les contrôles, en silence, un nuage de panique au fond des yeux. Ils n'en pensent pas moins, mais réservent pour plus tard leurs commentaires sur ce qu'ils appellent « *le programme gouvernemental de lutte contre le chômage des terroristes* ». Quand ils seront entre eux, ils pourront exorciser de leurs rires grinçants l'implacable du quotidien.

Rien n'échappe à un humour de plus en plus noir : la politique, les militaires, les islamistes, le sexe... Kader, 35 ans, marié et père d'un garçon de 2 ans, est employé de banque. Il s'obstine à lire les journaux tout en sachant que les vraies informations, il ne les aura qu'en discutant avec les copains : le jeune voisin qui a « disparu » depuis une année, ou le témoignage plus ou moins direct sur un énième massacre. L'autre jour, un corps atterri sur le trottoir, là, devant Kader, pendant qu'il échangeait des nouvelles avec sa petite bande. Une jeune fille venait de se jeter d'un balcon après une dispute avec son frère. Le garçon ne supportait plus de vivre à ses crochets. Le chômage le rendait agressif. Un fait divers ordinaire. « *Ce régime, soupire Kader, c'est une entreprise de démolition !* » Dans la banque où il travaille, le directeur insulte ses collaborateurs. Mieux : il les menace sans se cacher avec un revolver ! « *Pour neutraliser toute riposte, reprend l'employé, il dispose d'un régiment de mercenaires. Qu'est-ce qu'il reste de respectable dans ce pays ? Qu'Allah nous protège !* »

Kader est musulman pratiquant. Depuis quelques années, il est pris d'une boulimie de lectures religieuses : « *Je lis tous les classiques de l'islam que je peux me procurer, ceux des vrais imams, pas des "taiwan" !* » Ici, tout ce qui est frelaté s'appelle « taiwan ». Kader se fâche quand on lui demande s'il est islamiste : « *Je cherche seulement à apprendre comment devenir un être humain respectable. L'islamisme algérien n'a ni culture religieuse ni programme politique précis. Il se contente de vivre en parasite sur le sacré !* » Aux législatives de juin dernier, Kader a voté démocrate. Depuis, il ne vote plus : « *Je ne crois pas qu'on pourra obliger ce régime à se réformer, de manière pacifique.* » Coincé dans l'impasse algérienne, Kader renvoie tout le monde dos à dos : « *Les islamistes sont convaincus de détenir "la" vérité à laquelle ils ont le "devoir" de nous soumettre. Les militaires aussi, qui ne supportent pas la contestation, persuadés qu'ils sont en train de sauver la patrie et l'Etat...* » Tout à coup, l'homme se tait, comme s'il se rendait compte de l'extravagance qu'il y a à tenter la moindre explication quand les bébés se font fracasser le crâne... Sur les décombres de la violence quotidienne ne s'épanouit plus que le sentiment de l'absurde. C'est une ancienne caserne qui abrite l'université de Bouzareah. « *Quelle importance ? plaisantent les étudiants. Il n'existe plus ni science, ni philosophie en Algérie.* » L'année dernière, c'était la grève nationale des enseignants. Une grève molle. Cette année, c'est au tour des étudiants de poser le stylo. Sans beaucoup plus de conviction que leurs professeurs. Amin, assistant à l'Institut des Sciences de l'Information, ne s'étonne pas du manque d'ardeur de la mobilisation universitaire : « *Les hommes du Hamas et du Nahda, les deux partis islamistes au gouvernement, servent de milice à l'administration. L'université est devenue le meilleur moyen de faire carrière pour les clients des réseaux islamistes qui ont pactisé avec le pouvoir.* » A la mobilisation dans les

organisations estudiantines, gangrenées par les islamistes dits modérés, « *les jeunes, poursuit Amin, qui s'accomode du maccarthysme ambiant, préfèrent "Hélène et les garçons" ou "Charika gadra", "Entreprise puissante", cette chanson à la mode qui célèbre le business juteux* ».

La futilité ou la vénéralité sont les mamelles de la génération montante. Seuls quelques rares étudiants se revendiquent encore du FIS, faute d'un autre vocabulaire pour exprimer leur opposition radicale au régime. « *Le FIS n'a cependant aucune chance de renaître de ses cendres, estime Youssef, un autre enseignant. On verra certainement la naissance d'islamistes d'un nouveau type, refusant la violence ou les manoeuvres opportunistes de leurs aînés, prédit-il. Il arrive au FIS ce qui est arrivé au FLN. La société les a fait exploser et l'un et l'autre, à cause de leurs prétentions à l'accaparer totalement cette maladie algérienne du parti unique qui veut représenter tout le monde !* »

Avec quelques copains, Mourad joue aux cartes dans les locaux universitaires désertés. La plupart des jeunes sont au stade, où se tient un match de foot. Le ballon rond n'intéresse pas l'étudiant en informatique, même s'il aime bien l'ambiance des stades « *où les joints circulent, les langues se libèrent pour vomir cette vie de chien en hurlant à tue-tête* ». Le petit joueur de cartes s'accroche à la religion comme à une bouée de secours : « *Vous savez ce qu'il manquait au type qui a balancé la bombe sur Hiroshima ? Il lui manquait cette morale qu'on trouve dans le Coran !* » Et tous ces massacres qui ne cessent d'être commis au nom de l'islam ? « *Les monstres qu'on nous décrit dans les journaux n'ont rien à voir avec les islamistes ! Tous ces trucs ignobles qui arrivent, ce n'est pas la religion qui les fabrique, mais les manip pour la course au pouvoir !* » La conversation commence à prendre le chemin habituel de l'empoignade, quand Mourad se ravise : « *Je suis croyant et pourtant je triche tout le temps. L'islam vaut mieux que tous les musulmans !* »

Le jeune homme se met à raconter ses premiers pas d'islamiste, au lycée. C'était l'époque des débats fougueux entre élèves et enseignants, des prêches passionnés dans les mosquées, de l'espoir fou de bousculer l'ordre injuste. C'était avant la descente aux enfers. « *A un moment, reprend Mourad, déprimé, j'ai bien vu que, dans le FIS aussi, il fallait être de la garde prétorienne pour se faire entendre ! Le pire, ça a été d'en voir certains tourner casaque quand les choses ont commencé à sentir mauvais...* » Mourad garde le silence, avant d'exploser : « *Ils nous ont trahis, nos aînés. Tous nos aînés ! Les profs qui nous ont recrutés, on les voit maintenant au Hamas et au Nahda, travailler la main dans la main avec le pouvoir ! Ils nous ont laissé nous faire massacrer, sans la moindre gêne !* » Mourad n'a pas pris les armes, grâce à son grand-père. Le vieux l'a quasiment enlevé pour l'emmener au bled, dans le village d'origine de la famille. Mourad a regardé les oliviers pousser pendant deux ans. Quand son grand-père l'a senti plus solide, il l'a laissé repartir à Alger : « *J'ai juré sur le Coran de ne plus toucher à la politique.* » Parfois, Mourad va respirer l'air du large, appuyé sur la balustrade face à la Méditerranée. Il y retrouve tous ces adolescents qui rêvent d'émigrer, les yeux rivés aux bateaux de la rade d'Alger. « *J'avais leur âge quand je croyais au FIS, lâche Mourad. Ma misère était préférable à la leur. Nous, au moins, on avait un idéal.* »

Qui s'intéresse encore à la politique en Algérie ? A la rigueur les candidats à la cooptation par le pouvoir, qui font mine de se passionner pour la prétendue « *édification des institutions* » dont se targue le gouvernement. Les partis « *dénoncent* », impuissants à peser sur le cours des choses. La presse vocifère sans s'attirer le moindre crédit. Le terrorisme met la touche finale à ce tableau terrible de la frustration et du désarroi. Et pourtant... Le rejet unanime de la violence et de la corruption accouche lentement d'une citoyenneté bredouillante et confuse. « *Assez de cette mentalité d'anciens combattants, s'écrie Karima, 24 ans, que la religion n'a jamais préoccupée et qui habite en Kabylie, près de Tizi Ouzou. Nous sommes fatigués des querelles byzantines qui finissent toujours dans le sang !* » Même ras-le-bol chez Radia, professeur d'arabe dans un lycée de Bouira. Elle porte le foulard... et un jean. Elle se bat pour « *le droit des femmes, dans le respect des valeurs islamiques* ». Elle se revendique à la fois berbère et musulmane. « *Le sectarisme ambiant, déplore la jeune femme, décourage toutes les velléités d'engagement. En attendant des jours meilleurs, je me contente d'ouvrir l'esprit de mes élèves...* » Radia n'écoute plus les « *spécialistes* » du terrorisme qui savent tout sur tout, des chefs du GIA aux intentions de l'AIS. Elle se fiche de la glose pédagogique infligée par des idéologues qui ne songent qu'à départager les extrémistes des modérés, les islamistes des laïques. Comme Radia, Karima et Mourad, toute une génération, prise en étau entre la terreur et la corruption, fatiguée des clivages, pousse comme une plante chétive, aspirant à un ailleurs politique sur lequel elle ne sait pas mettre un nom. Fonctionnaires, étudiants, lycéens, petits commerçants, hommes ou femmes, tous ces jeunes, profondément attachés à l'islam, n'ont plus qu'une seule certitude : il faut construire des lendemains.

SALIMA GHEZALI, 15 janvier 1998

(1) 1 franc correspond à 11 dinars au taux officiel.